

SALE TEMPS POUR LA PLANETE ET LES TRAVAILLEUR.EUSES :



LOIRE-ATLANTIQUE (44)

IL EST TEMPS DE SE MOBILISER POUR LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE ! IL EST TEMPS DE PENSER COLLECTIF ET DE CHANGER DE MODELE ECONOMIQUE ET SOCIAL !

AVEC UNE INFLATION DE PLUS DE 6 % SUR UN AN, LA SITUATION SALARIALE ATTEINT UN NIVEAU INSUPPORTABLE. LA FIN DE L'INSOUCIANCE ET DE L'ABONDANCE, NOUS Y SOMMES CONFRONTÉ-ES DEPUIS LONGTEMPS !

Le parlement vient de voter un projet de loi portant des mesures censées «protéger» le pouvoir d'achat à coup de revalorisations ridicules des pensions et minimas sociaux, de chèques pour les plus pauvres, de primes transport, de développement de l'intéressement, d'exonérations pour les travailleurs indépendants, de plafonnement temporaire de l'augmentation des loyers à 3,5%.

Rien sur les questions centrales du moment et notamment : les salaires, le Smic, les minima de branches. Ce paquet de mesures n'est que du saupoudrage au regard du niveau d'inflation actuel (6 % sur un an) et futur (entre 8 % et 10 % d'ici la fin de l'année 2022).

L'augmentation de 3,5 % de la valeur du point d'indice dans la fonction publique au 1er juillet a marqué une rupture in-dispensable avec l'absurde politique de gel menée par les gouvernements successifs. Mais le niveau de cette augmentation **est clairement insuffisant** vu le contexte.

Dans de nombreux secteurs, en France et dans le monde, les grèves et mouvements sociaux se développent pour l'augmentation des salaires. Amplifions-les !

De l'argent disponible pour d'autres choix

De même que le « quoiqu'il en coûte » et ses dizaines de milliards versées sans condition aux grandes entreprises et aux plus riches, la loi « Pouvoir d'achat » et ses plus de 20 milliards démontrent une nouvelle fois qu'il n'y a pas de pénurie de moyens financiers dans notre pays. Les entreprises françaises ont enregistré un nouveau record de versement de dividendes aux actionnaires au second trimestre 2022 : 44,3 milliards d'euros, soit + 32,7 % en un trimestre. Macron, son gouvernement et sa majorité relative vont devoir finir par accepter la nécessité d'augmenter tous les salaires, seul moyen de **faire face à l'inflation et de reconnaître le travail à sa juste valeur !**

HALTE A LA DEMAGOGIE

Le gouvernement affirme que 3,5 % d'augmentation de la valeur du point représenteraient un coût de 7

milliards d'euros. En incluant les effets sur les impôts et les rentrées de cotisations sociales, ce coût est en fait de l'ordre de **4,5 milliards pour plus de 5 millions d'agent-es.**

Alors que la suppression de l'ISF voulue par Macron représente, elle, **3,5 milliards** de manque à gagner fiscal, Pour **moins de 400 000 contribuables** concerné-es, Parmi ces privilégiés, on trouve les 500 plus grosses fortunes françaises dont le patrimoine représente 1 000 milliards d'euros.

Agissons pour gagner :

Le SMIC à 2 000 € brut (la plupart des économistes reconnaissent que c'est possible et nécessaire pour vivre dignement dans notre pays) **avec la hausse de tous les salaires** du secteur privé. Mettons à

29

SEPTEMBRE 2022

Tou-te-s mobilisé-e-s pour :

Augmentation des salaires

SMIC à 2000 €

32 heures par semaine

Retraite à soixante ans

Égalité femmes/hommes



contribution les donneurs d'ordre pour permettre aux entreprises sous-traitantes d'augmenter les salaires.

Une augmentation d'au moins 10 % de la valeur du **point d'indice dans le secteur public** avec un effet rétroactif au 1er janvier 2022 (après 10 ans de gel) et un plan de rattrapage des pertes cumulées ;

Revalorisation de tous les minima sociaux, au moins à hauteur de l'inflation .

L'égalité femmes-hommes avec notamment la revalorisation des métiers et filières à prédominance féminine ;

L'intégration des primes dans le calcul de la retraite ;

L'augmentation des pensions à la hauteur des pertes subies ;

La contribution réelle des profiteurs de crise et de guerre pour financer la rupture écologique et sociale de notre économie.

ALERTE SUR LES RETRAITES !

Le gouvernement ne renonce pas à son projet régressif sur la retraite, avec l'objectif de repousser l'âge de départ au nom de la « nécessité de redresser les comptes publics ». Alors que le financement des retraites n'est pas menacé, il s'agit en réalité de réduire la part financière reposant sur le capital en faisant davantage travailler les salarié·es. N'oublions pas que la réforme combattue en 2019 répondait aux attentes des fonds d'investissement capitalistes comme BlackRock.

La CGT milite, elle, pour le maintien des retraites par répartition, le départ à 60 ans à taux plein avec maintien du calcul de la retraite des fonctionnaires sur les 6 derniers mois, pour qu'aucune pension ne soit en dessous du SMIC.

ALERTE SUR LES MISSIONS PUBLIQUES !

La pandémie, le dérèglement climatique (incendies, sécheresse, orages extrêmes...) ont remis en pleine lumière le manque d'effectifs, d'investissements dans les services publics, les conditions de travail dégradées. C'est particulièrement criant à l'hôpital,



l'ONF, les SDIS, Météo-France, mais c'est toute la Fonction publique qui est impactée. Cumulée à la perte d'attractivité de la Fonction publique, cette situation entrave la capacité des services publics à répondre aux besoins de la population. Pour nos concitoyen·nes, pour les personnels, il faut investir massivement dans la Fonction publique !

La CGT appelle donc à amplifier les mobilisations qui visent à répondre aux aspirations des travailleurs et de leurs familles, en mettant sur la table ses propositions sociales, économiques et environnementales, et en exigeant en premier lieu une véritable augmentation des salaires, dans le privé et dans le public.



MOBILISONS NOUS, en **GREVE** et en manifestant **MASSIVEMENT**
DANS LA RUE LE 29 SEPTEMBRE PROCHAIN